

La perestroïka outré-mer

Daniel Pineye*

Les alliés de l'URSS, qu'il s'agisse des pays de l'Est ou des pays communistes en développement vont-ils être happés par le courant de réformes amorcées à Moscou? C'est bien dans cette direction que les autorités soviétiques veulent entraîner leurs partenaires, volonté clairement exprimée depuis le XXVII^e Congrès : celui-ci a proclamé haut et fort qu'il fallait mettre un terme au gaspillage des ressources et que l'aide au développement doit s'accompagner d'un effort économique national. L'URSS a-t-elle été entendue? Les expériences de libéralisation et restructuration engagées jusqu'à présent donnent des résultats très mitigés : hostilité déclarée de Cuba, tentatives plus audacieuses au Vietnam, mais qui se soldent par l'apparition de l'hyper-inflation ; par contre, un point positif dans ce bilan : la solution des conflits régionaux qui avaient contribué à détériorer le climat des relations Est-Ouest au cours de la décennie précédente.

Parmi les débats sur la perestroïka, l'impact, réel ou supposé, qu'elle peut avoir sur les alliés de l'URSS fait l'objet de commentaires détaillés. Chacun cite volontiers les réticences tchécoslovaques ou est-allemandes. Ou, à l'inverse, l'avant-garde hongroise ou la fuite en avant polonaise. Mais, on oublie généralement les pays communistes en développement. Pourtant, eux aussi doivent se positionner. Pour être, notamment, assurés de recevoir à l'avenir la manne soviétique. Mais aussi pour n'être pas exclus totalement du processus de développement.

L'étude de leur positionnement montre pourtant qu'eux aussi réagissent en fonction de leur perception de l'intérêt national. Certains, comme Cuba, rejettent totalement toute idée de restructuration. Ils affirment l'avoir essayée et qu'elle n'a apporté que perturbations. D'autres, comme le Vietnam, bon gré, mal gré, ont bien dû céder. Après avoir essayé des critiques acerbes, ils se sont eux aussi lancés dans

* Daniel Pineye est chargé de mission au CEPII.

cette opération. Ils ne pouvaient pas faire moins. Leur développement économique était bloqué tout autant par le système dans lequel ils s'étaient enfermés que par l'arrêt des aides occidentales. Mais, même dans ces cas, la persuasion n'a pas suffi. L'URSS a dû employer la pression. Décidément, la perestroïka n'est pas un bon produit d'exportation.

L'exportation de la perestroïka

Segment à part entière de la perestroïka, au même titre que la réforme économique et la « transparence » de la vie publique, la « nouvelle pensée » codifie de nos jours les relations extérieures de l'Union soviétique. Multidimensionnelle — elle touche tous les secteurs de la vie extérieure de l'État : relations économiques, politiques, culturelles, scientifiques, militaires... —, cette « offensive de charme », comme les observateurs occidentaux se plaisent à l'appeler, est également multidirectionnelle. Toutes les nations, toutes les régions et toutes les organisations sont concernées : États-Unis, Europe occidentale, Chine, Asie, Tiers-Monde, GATT comme Nations unies. L'objectif que l'URSS poursuit est bien identifié. Il s'agit, pour l'essentiel, d'éroder l'hostilité que lui valent ses politiques passées. Elle a besoin d'un environnement stable pour relancer une croissance que les dépenses de défense, en particulier, ont annihilée.

Mais elle n'est pas totalement maîtresse de l'image que reçoit d'elle cet environnement. Les politiques menées par ses alliés contribuent à la former. Elle les prie donc fermement d'adopter les principes qu'elle-même a formulés. Ils doivent, eux aussi, émanciper leur société pour que le « monde soviétique » soit au-delà de toute critique. Réformer et ouvrir leur économie, pour que socialisme et pénurie ne soient plus associés dans les esprits. Et entretenir avec l'Occident des relations qui favorisent l'apaisement des tensions.

Les pays d'Europe de l'Est ne sont pas seuls visés. L'URSS dispense également ses conseils aux pays communistes en développement. Ou, plus précisément, à ceux d'entre eux qu'une dépendance maintient dans sa mouvance. Elle sait très bien, en effet, que les moyens dont elle dispose pour convaincre la Corée du Nord, la Yougoslavie et l'Albanie sont trop restreints. Et que le régime afghan n'en a plus pour longtemps. Elle concentre donc ses efforts de persuasion sur les pays où elle dispose de moyens de pression. Au premier chef, bien sûr, sur les pays qui lui coûtent le plus cher tant au niveau de l'image qu'elle entend projeter qu'à celui du soutien qu'elle doit leur apporter. Cuba et le Vietnam sont donc les principaux visés depuis les premiers temps de la « nouvelle pensée ». Elle voudrait, notamment, qu'ils vident ces camps d'internement qui suscitent tant de critiques en Occident. Qu'ils acceptent également une solution négociée aux conflits dans lesquels ils sont impliqués. Et qu'enfin ils consentent à réformer leur économie planifiée et à l'ouvrir aux capitaux étrangers pour qu'elle ne soit plus seule, ou presqu'e, à l'assister. Elle adresse les

mêmes incitations au Laos, au Cambodge, au Yemen du Sud, au Nicaragua, au Mozambique, à l'Angola et même à l'Ethiopie, avec les nuances, évidemment, que requiert la situation de chacun de ces pays.

A tous ces pays en développement, l'URSS répète régulièrement que l'aide qu'elle leur fournit ne peut se substituer à l'effort national pour développer leur économie. Qu'elle-même, d'ailleurs, ne peut plus les aider que dans la limite stricte de ses possibilités. Et pour conférer à son propos plus de solennité, elle l'a inscrit dans le programme du Parti qu'elle a adopté au XXVII^e Congrès. Le thème, depuis, est récurrent dans le discours de tous les dirigeants. Eduard Chevardnadze, dans une adresse à ses cadres en juillet dernier, insistait notamment sur le fait que l'URSS avait à promouvoir des relations normales avec tous les pays, qu'ils aient ou non choisi la voie socialiste de développement. Que les pays idéologiquement proches ne seront plus les seuls amis et ne bénéficieront plus de l'indulgence passée s'ils continuent à gaspiller l'aide qui leur est accordée.

Le ton se fait plus ferme, et parfois même brutal, lorsque le sermon s'adresse à Cuba ou au Vietnam. Viktor Volskij, directeur de l'Institut d'Amérique latine de l'Académie des Sciences, dénonçait, dans la *Pravda* du 8 mai 1985, leur coût exorbitant alors qu'ils n'offrent même pas un modèle attrayant aux autres pays en développement. Egor Ligatchev, au VI^e congrès du Parti vietnamien en décembre 1986, de même que Eduard Chevardnadze lors de sa visite officielle à Hanoï en mars 1987, avaient des mots très durs pour stigmatiser les gaspillages du Vietnam. Les reproches formulés envers l'un et l'autre des sermonnés allaient de l'incapacité à nourrir leur population à la mauvaise utilisation des équipements livrés. Au Vietnam, la plupart des projets réalisés tourneraient à peine à 50 % de leur capacité. A Cuba, la médiocrité des niveaux de productivité induirait un déficit chronique pour le tiers des entreprises construites grâce à l'aide économique. A l'avenir, a décidé la session extraordinaire du CAEM d'octobre 1987, ils ne devront plus se considérer comme de simples récipiendaires, mais comme des partenaires responsables, désireux et capables de passer eux aussi à l'action dans les programmes de coopération. Et de la parole, les donneurs sont passés aux actes, augmentant de 50 % pour Cuba et de 100 % pour le Vietnam le montant des crédits d'aide-projet, mais réduisant parallèlement les subventions. Ainsi les prix d'achat du sucre cubain ont été révisés à la baisse (de 915 à 850 roubles à la tonne) et l'URSS a maintenu au niveau précédent (26 roubles à la tonne dans le cas de Cuba) le prix du pétrole qu'elle leur vend.

De plus en plus, en effet, l'URSS, poussée tant par ses difficultés que par la grogne d'une opinion indisposée depuis des lustres par cette générosité mal employée, les ressent comme des boulets. La relation privilégiée est source de pertes et de manques à gagner. En payant chaque année près de trois fois plus cher que le prix du marché (160 % environ en 1987) les quatre millions de tonnes de sucre cubain qu'enlèvent ses vraquiers, elle économise, certes, des devises puisque les comptes sont réglés bilatéralement, mais elle se prive volontairement de capacités d'investissement : les enlèvements sont compensés par des livraisons de biens d'équipement. Par contre, c'est bien de devises qu'il s'agit lorsqu'elle détourne ses tankers d'Europe occidentale pour qu'ils aillent livrer Hanoï ou La Havane. Et, pour Cuba seulement, il s'agit

de 13,4 millions de tonnes par an. Cuba, d'ailleurs, en réexporte près de 5 millions de tonnes (4 millions de tonnes de brut et 800 000 tonnes de produits raffinés), ce qui lui permet chaque année de gagner près de la moitié (40 %) de ses recettes en devises convertibles. En rajoutant au coût des subventions celui des aides-projet et des stages de formation, on estime le coût global par quinquennat de l'aide soviétique à 20 milliards de roubles, environ, dans le cas de Cuba. Dans le cas du Vietnam, Eduard Chevardnadze l'a lui-même révélé : il se monterait à 2 milliards de roubles chaque année. D'où l'importance des créances accumulées. Les experts occidentaux les évaluent en effet à près de 22 milliards d'équivalents-dollars pour Cuba depuis 1960 et à 6 milliards environ pour le Vietnam depuis 1978, date de signature du traité d'Amitié et de Coopération. Et les Soviétiques n'ont aucune illusion : comme le déclarait récemment dans une interview à la *Far Eastern Economic Review* une de leurs économistes spécialisée dans l'étude du monde en développement, seule une petite partie de ces créances pourra être recouvrée et nul n'est capable de dire dans combien de temps.

On ne peut donc être surpris que l'URSS insiste beaucoup auprès de ses amis pour qu'ils restructurent leur économie. Mais l'accueil que ceux-ci réservent à ses incitations montre qu'ils n'aiment pas beaucoup les donneurs de leçons. En effet, si tous, bon gré mal gré, ont entamé une timide démocratisation de leur société et ont finalement accepté des solutions négociées aux conflits dans lesquels ils étaient impliqués, certains se montrent irrités et prennent le contre-pied des mesures de modernisation qu'elle les presse d'appliquer.

La résistance cubaine

Cuba fournit l'exemple le plus frappant des résistances auxquelles l'exportation de la perestroïka peut se heurter. Après de longues négociations et quelques hésitations, il a finalement dit oui à l'arrêt des conflits qui coûtent très cher à son économie. Ainsi, le 22 décembre dernier, a-t-il accepté de signer le traité de New York par lequel il s'engage, conjointement avec la République Sud-Africaine, à retirer ses troupes du Sud angolais, puis à les rapatrier. Il a, de même, fait quelques concessions à la démocratisation. En septembre dernier, des représentants de cinq organisations de protection des droits de l'homme — dont Amnesty International — ont ainsi pu effectuer une tournée d'inspection. Ce qui n'a d'ailleurs pas empêché, quelques semaines plus tard, l'arrestation de Tania Diaz, présidente du « parti cubain des droits de l'homme », et de Armando Araya, président du groupe des artistes contestataires *Pro Arte Libre*. Toutefois, comme en URSS, des associations de « soutien à la glasnost' », voire « soutien à la perestroïka » ont été autorisées.

Mais, pour ce qui concerne la réforme économique, l'opposition cubaine est systématique. L'ordre du jour n'est pas à la « restructuration », mais à la « rectification » que les Cubains eux-mêmes appellent par dérision « castroïka » pour bien la démarquer de la « perestroïka ». Fidel Castro entend, en effet, « rectifier » les erreurs du passé. Il stigmatise dans ses nombreux discours « le bouillon de culture

de quantités de vices et de déformations et, pis, de corruptions » qu'a entraîné la restructuration qu'il avait promulguée au tout début des années quatre-vingts.

En 1980, il avait accepté de généraliser certains des principes qu'il avait introduits dans les années soixante-dix. La rémunération allait, dès lors, se calculer pour tous en fonction du rendement, et non plus comme avant en fonction du militantisme des agents. Parallèlement, la vente des biens de consommation, d'origine locale ou importés, serait remonétarisée. Ils ne seraient plus rationnés comme par le passé. Et aussi, il avait autorisé le rétablissement des marchés paysans. Chaque détenteur de parcelle, chaque agriculteur privé, voire chaque travailleur des exploitations nationalisées, pourrait vendre ses surplus au prix du marché. De même, les artisans privés et les travailleurs indépendants pourraient offrir leurs produits ou leurs services à des prix qui ne seraient plus contrôlés.

Mais, très vite, le succès même de ces mesures allait provoquer la colère des autorités. Le niveau atteint par les prix, les bénéfiques « scandaleux » de certains producteurs ou vendeurs — F. Castro, à ce sujet, cite volontiers le cas d'un producteur d'oignons qui gagnerait 50 000 dollars chaque année — allaient entraîner la dénonciation des malversations de ces « personnes douteuses » responsables du « chaos » et des « désordres » sur les marchés paysans et dans le bâtiment. Une telle libéralité ne pouvait plus durer. Bien qu'elles aient avoué que les prix élevés étaient la conséquence directe des insuffisances du secteur nationalisé, les autorités se décidèrent à réprimer.

En été 1985, quelques mois après les premiers discours d'ouverture de M. S. Gorbatchev, c'était chose faite. Une campagne de rectification était lancée. Elle visait à restaurer ce que les dirigeants considéraient comme la stricte orthodoxie. Et dès lors les observateurs n'ont pas manqué de tracer le parallèle avec le « débat sur le socialisme » qui avait animé la vie politique cubaine des années soixante. Ils revoyaient dans l'affrontement entre idéologues et pragmatiques la joute qu'avait animée le « Che » Guevara dans son opposition à Carlos Rafael Rodriguez. C'est après la victoire du premier qu'avaient été nationalisées les survivances de la petite industrie, du commerce de détail et des services, alors que les exploitations agricoles avaient été collectivisées. On prônait alors « l'homme nouveau » que le « Che » voulait créer.

Et, à quelques nuances près, c'est bien le même scénario que l'on peut observer. Les directives insistent à nouveau sur la planification et la direction centralisée de l'économie. Les stimulants matériels ont été abolis. Ils ont dû céder la place à l'appel à l'altruisme et à la conscience révolutionnaire. Même les « dimanches rouges » ont été rétablis. Chaque dimanche, en effet, plusieurs millions de personnes — membres des syndicats, d'organisations de masse, soldats — sont mobilisés pour effectuer « volontairement » des travaux d'intérêt collectif. Et, bien sûr, marchés paysans et « ventes sauvages » des logements ont été interdits pour lutter contre un « nouveau mécanisme d'enrichissement ». La vente des appartements avait été autorisée en 1985 pour lutter contre le délabrement du parc immobilier. Certains particuliers en avaient profité pour spéculer. Depuis 1986, l'État contrôle à nouveau la totalité du

commerce et des services. Tout travail parallèle ne peut plus être qu'au « noir », ce qui pose nombre de difficultés et qui est très risqué car les Comités de Défense de la Révolution quadrillent tous les quartiers. Le 15 octobre dernier, une vaste rafle policière a, d'ailleurs, été organisée pour tenter d'éradiquer cette pratique dépassée.

Du côté soviétique, bien sûr, les critiques n'ont pas manqué. Mais Cuba, jusqu'à présent, les a toujours rejetées. Son « Lider Maximo », Fidel Castro, prend ses distances par rapport aux nouvelles expériences que l'URSS a engagées. Il affirme qu'en cas d'échec, elles ne pourraient qu'augmenter les difficultés que Cuba peut rencontrer. Le 26 juillet dernier, dans un discours prononcé à l'occasion du 35^e anniversaire du début de la révolution — l'assaut de la caserne de Moncada en 1953 —, il rappelait que Cuba n'est pas « sur la mer Noire, mais sur la mer des Caraïbes » et que ses problèmes sont différents des problèmes soviétiques parce que « nous avons été des créateurs et non pas des copieurs ». S'en suivaient de violentes critiques à l'encontre des imitateurs qui ne croient ni en eux-mêmes, ni en leur pays, ni en les capacités créatrices du peuple de leur pays, et veulent à tout prix suivre un modèle étranger. Il ajoutait, d'ailleurs, qu'il n'avait pas attendu M. S. Gorbatchev pour restructurer l'économie de son pays et citait en exemple le fait que, bien avant l'URSS, il avait, lui aussi, autorisé ses entreprises à fonder des sociétés mixtes avec des firmes capitalistes. Et, symboliquement, il a intitulé le dernier en date de ses discours, à l'occasion du 30^e anniversaire de la révolution, le 1^{er} janvier dernier, « le marxisme-léninisme ou la mort ».

Cela ne veut pas dire pour autant que les dés soient définitivement jetés. Cuba a trop besoin de l'aide de l'URSS. Et celle-ci pourrait la faire payer très cher à l'occasion, notamment, de la prochaine visite de M. S. Gorbatchev. Et ce d'autant plus que Cuba n'honore plus sa dette envers l'Occident. Depuis le dernier rééchelonnement accordé par le Club de Paris, en 1986, les arriérés d'impayés n'ont cessé d'augmenter. En principal comme en intérêts, ils dépasseraient à présent le milliard de dollars. La dette elle-même dépasserait les 6 milliards. Selon les dernières informations, les autorités cubaines miseraient à présent sur le développement des recettes touristiques pour, tout à la fois, rembourser cette dette et financer le développement. La construction de 15 000 chambres d'hôtel serait planifiée pour l'horizon 1995. Avec pour objectif d'attirer au moins 20 % des 10 millions de touristes potentiels de la zone caraïbe. Mais l'objectif est lointain et les investissements très importants. Il n'est pas exclu qu'à plus ou moins long terme Cuba doive céder aux pressions soviétiques. A fortiori si l'URSS accorde à ses entreprises l'autonomie en relations extérieures qu'elle leur a promise. Sans subvention d'État, que représenterait alors, pour elles, un marché comme celui de Cuba ?

L'ouverture asiatique

Les pays d'Indochine et la Mongolie semblent, par contre, avoir déjà compris qu'ils ne pourraient longtemps résister aux pressions soviétiques. Ils dépendent trop

de l'aide et leur environnement est encore trop hostile. Ils libéralisent quelque peu leur régime. Laos et Vietnam, par exemple, ont libéré certains prisonniers politiques. La Mongolie, comme l'URSS, a rouvert les dossiers du passé et dénonce les violations antérieures de la légalité. Tous, aussi, se déclarent partisans d'apaiser l'hostilité de leur environnement. La Mongolie applaudit au retrait d'unités soviétiques déployées aux frontières de la Chine. Le Laos a mis fin au conflit frontalier qui l'opposait à la Thaïlande. Le Vietnam, quant à lui, annonçait le 6 janvier dernier qu'il aurait en septembre retiré du Cambodge ses dernières unités. Le régime de Phnom Penh fait lui-même dans la région une percée diplomatique qui place son opposition dans une situation critique.

Tous enfin restructurent leur économie. Ils dénoncent la centralisation excessive et la bureaucratie, donnent aux entreprises une certaine autonomie de gestion et l'autorisation de nouer des contacts avec l'étranger, et réhabilitent le secteur privé. La Mongolie, par exemple, réorganise son secteur agricole, notamment en regroupant les ministères et en autorisant l'exploitation familiale. Le Cambodge, selon les termes d'un diplomate soviétique en poste à Phnom Penh que reprend la *Far Eastern Economic Review*, effectue de son côté une « perestroïka silencieuse ». Dans les zones que contrôlent les forces pro-vietnamiennes, Phnom Penh, la capitale elle-même, et Kompong Som, principalement, il diminue le rôle de l'État pour laisser plus de liberté à l'initiative privée. Quant au Laos et au Vietnam, ils multiplient les mesures destinées à bien montrer leur volonté de se réinsérer dans l'économie mondiale. En tentant, notamment, de restaurer l'économie de marché, d'encourager les investissements étrangers, et dans le cas du Laos au moins, d'instaurer une véritable fiscalité.

Le principe général qu'ils ont adopté est la libre détermination des prix par le marché. A présent, même pour le secteur d'État, le moteur d'activité doit être le profit. Plus question alors de subventions ou de quotas de livraisons. Sans revenir à une totale liberté — certains produits de base, comme l'eau et l'électricité, en sont encore exemptés —, ils entendent rapprocher les prix officiels de ceux pratiqués par le marché. Chacun a sa propre référence. Le Laos, par exemple, où la compétition interne est presque inexistante, s'oriente sur les prix de la Thaïlande. Dans le secteur agricole, notamment, on garantit aux paysans une marge bénéficiaire de 30-40 %. Ils pourront, de surcroît, disposer librement de la moitié au moins des produits qu'ils auront récoltés. Et, pour les encourager à plus produire et mieux distribuer, on les assure qu'ils pourront jouir longtemps (d'après les textes, 15 ans) des terres qui leur sont allouées et on supprime les entraves à la circulation de leurs productions.

Parallèlement à ces mesures, des réformes monétaires et fiscales ont été instaurées pour éponger les excédents de liquidités. Le kip laotien, comme le dong vietnamien, ont été dévalués pour augmenter le coût des produits importés. Les prix officiels des magasins d'État où les fonctionnaires laotiens — payés à 90 % en bons d'achat — doivent s'approvisionner, ont été fortement augmentés. La réforme fiscale mise en œuvre au Laos par les experts du FMI tend au même but en imposant le paiement en kips des impôts, alors que jusque-là ils pouvaient être acquittés en nature ou en n'importe quelle monnaie.

La réforme fiscale laotienne ne s'arrête, d'ailleurs, pas là. Elle instaure un véritable système qui s'étend de l'impôt sur les revenus des individus — seuls sont encore exemptés les fonctionnaires, payés en bons d'achat — à l'impôt sur les bénéfices des entreprises, entreprises privées comme entreprises d'État. Seules pourront être exonérées, pour trois ans, les entreprises créées très récemment ou celles qui le seront à partir de maintenant. Il est prévu, enfin, pour faciliter le développement du commerce extérieur, que disparaissent rapidement les taxes à l'exportation et que diminuent notablement les droits de douane à l'importation.

Ces dernières mesures, mises en œuvre d'ailleurs au Vietnam également, ne sont pas les seules à avoir été adoptées pour développer les échanges. Les taux de change ont été unifiés et le cours du kip a été aligné sur celui du marché parallèle du dollar (350 kips pour 1 dollar au taux officiel, 400 pour 1 sur le marché parallèle). Et surtout, Hanoi, en décembre 1987, et Vientiane, en février 1988, ont adopté des lois très libérales sur les investissements étrangers. Les sociétés étrangères peuvent choisir entre la création de joint-ventures — la seule limitation dans le cas du Laos est un apport minimal de 30 % — ou la création d'une filiale. Le Laos a même décidé que les investissements dans les secteurs prioritaires — agriculture, eaux et forêts, transport, tourisme — pourraient se faire sans qu'il soit besoin de solliciter l'autorisation des autorités. Il garantit tout à fait formellement, par ailleurs, le rapatriement des bénéfices et celui du capital investi lors de la cessation d'activités, et s'interdit de procéder à toute nationalisation pendant les quinze premières années. Enfin, chacun des deux pays a fixé des modalités assez souples de fonctionnement, tant sur le plan de la fiscalité, qui sera allégée, que sur ceux de la gestion des devises, des relations dans le travail et des conditions de séjour des non-résidents.

Identiques dans la démarche, les politiques économiques du Laos et du Vietnam diffèrent pourtant profondément quant aux résultats qu'elles ont donnés jusqu'à présent. Contrairement à ce qui se passe au Vietnam, au Laos, la réforme des prix, menée très prudemment, n'a pas entraîné d'hyper-inflation. Les spécialistes du pays avancent trois explications. La première tiendrait à la faible monétarisation de l'économie laotienne : ce n'est que récemment qu'on a commencé à payer une part croissante des salaires en argent ; la seconde, à la croissance très prudente de ces salaires qu'a décidée le gouvernement pour éviter une injection trop brutale de liquidités ; et enfin la troisième, à un meilleur approvisionnement, tant en biens de consommation qu'en biens de production grâce à l'ouverture sur la Thaïlande. Car si, pour reprendre les termes de M. Nguyen Co Thach, Vice-Premier ministre vietnamien et ministre des Affaires étrangères, « l'état actuel du Vietnam est le chaos », c'est la pénurie de marchandises, le vieillissement des moyens de production et de communication, les déficits publics dûs à la guerre et l'échec d'une réforme monétaire menée trop brutalement que les experts mettent en cause. Les prix s'envolent : on estime l'inflation à 700-1000 %. Les dévaluations se succèdent : décembre 1987 (78 %), novembre 1988 (85,9 %), décembre 1988 (7,7 %) ... Le dollar s'échange à présent contre 2800 dong.

Réussie, du moins il semblerait, au Laos, où l'on note toutefois que la croissance économique s'est nettement ralentie en 1988 (2,2 % contre 7,0 % en 1987), l'ouverture au Vietnam s'apparente à une débâcle qui renvoie à un futur très lointain l'espoir

vietnamien de figurer au rang des nouveaux pays industrialisés. La tentation doit être forte pour ses dirigeants d'arrêter les réformes et de reprendre en main la société. L'URSS, par une politique d'aide plus qualifiée, pourra-t-elle l'empêcher ?

Conclusion

Ainsi qu'on vient de le montrer, l'URSS éprouve de grandes difficultés à étendre à son « outre-mer » les principes de réforme qu'elle-même a adoptés. Cuba, son plus ancien allié, les rejette catégoriquement sans s'en porter plus mal pour autant. Le Vietnam, qui les a acceptés, a achevé de ruiner son économie déjà malmenée par quarante années de conflits et l'application systématique pendant une décennie du modèle soviétique. Tout, bien sûr, n'est pas joué pour autant. Pour préserver les flux soviétiques d'aide au développement, il est possible qu'un jour Cuba cède et s'ouvre lui aussi à l'Occident. Le Vietnam, à l'inverse, pourrait faire marche arrière. Mais quelle que soit la solution que l'un et l'autre vont adopter, l'exportation de la perestroïka a eu ses bons côtés : tous les conflits régionaux qui radicalisaient les relations Est-Ouest sont à présent réglés ou en passe de l'être cette année.

Bibliographie

- Ch. Bonduel : « Laos », *Année Asie-Pacifique 1989*, Mc Pros, Paris, 1989, p. 170-178.
- J.P. Clerc : « Fidel Castro, cancre de la perestroïka », *Le Monde*, 23/12/1988, p. 1 et 4.
- M.A. Crosnier, E. Lhomel : « Vietnam, les mécomptes d'un socialisme asiatique », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 320, juillet-août 1987, Paris, La Documentation française, p. 3-43.
- Ph. Devillers : « Vietnam », *Année Asie-Pacifique 1989*, Mc Pros, Paris, 1989, p. 272-284.
- F. Fukuyama : « Patterns of Soviet Third World Policy », *Problems of Communism*, septembre-octobre 1987, p. 1-13.
- P. Gey : « L'économie cubaine entre réforme et contre-offensive révolutionnaire », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 323, novembre 1987, p. 6-13.
- W. Jampel : « Cuba : pays-membre du CAEM », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 323, novembre 1987, p. 14-25.
- D. Pineye : « L'URSS et l'Asie-Pacifique : vers une relance des relations économiques ? », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 333, octobre 1988, p. 4-25.
- J.C. Pomonti : « Espoirs cambodgiens et incertitudes birmanes », *Année Asie-Pacifique 1989*, Mc Pros, Paris, 1989, p. 41-45.
- S. Quinn-Judge, M. Hiebert : « Ten year itch — Soviets admit much of economic aid to Hanoi was wasted », *Far Eastern Economic Review*, 10 novembre 1988, p. 23.
- S. Sestanovitch : « Gorbatchev's Foreign Policy : a Diplomacy of Decline », *Problems of Communism*, janvier-février 1988, p. 1-15.
- S. Talbott : « No more Mr. Tough Guy ? », *Time*, 23 mai 1988, p. 6-9.
- M. Tatu : « La nouvelle coexistence pacifique », *Le Monde*, 5/1/1989, p. 1 et 4.
- G. Wettig : « New Thinking on Security and East-West Relations », *Problems of communism*, mars-avril 1988, p. 1-14.